











# Procedure file

Informations de base	
NLE - Procédures non législatives Décision	2019/0173(NLE) Procédure terminée
Accord de partenariat dans le secteur de la pêche UE/Sao Tomé-et-Principe 2019-2024. Protocole	
Voir aussi <a href="#">2007/0034(CNS)</a>	
Sujet 3.15.15.02 Accords de pêche avec les pays d'Afrique	
Zone géographique Sao Tomé-et-Principe	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	 <a href="#">Pêche</a>	 <a href="#">MELO Nuno</a>	22/10/2019
		Rapporteur(e) fictif/fictive	
		 <a href="#">FERRANDINO Giuseppe</a>	
		 <a href="#">BILBAO BARANDICA Izaskun</a>	
		 <a href="#">ROOSE Caroline</a>	
		 <a href="#">TOMAŠIĆ Ruža</a>	
	Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	 <a href="#">Développement</a>	 <a href="#">ZIMNIOK Bernhard</a>	14/11/2019
	 <a href="#">Budgets</a>	 <a href="#">FERNANDES José Manuel</a>	30/09/2019
Conseil de l'Union européenne	DG de la Commission	Commissaire	
Commission européenne	<a href="#">Affaires maritimes et pêche</a>	VELLA Karmenu	

Evénements clés			
30/08/2019	Document préparatoire	<a href="#">COM(2019)0377</a>	Résumé
15/10/2019	Publication de la proposition législative	<a href="#">12199/2019</a>	
13/01/2020	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
21/01/2020	Vote en commission		
23/01/2020	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture/lecture unique	<a href="#">A9-0001/2020</a>	
17/06/2020	Résultat du vote au parlement		
17/06/2020	Décision du Parlement	<a href="#">T9-0138/2020</a>	Résumé
10/07/2020	Adoption de l'acte par le Conseil suite à la consultation du Parlement		
10/07/2020	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques	
Référence de procédure	2019/0173(NLE)
Type de procédure	NLE - Procédures non législatives
Sous-type de procédure	Approbation du Parlement
Instrument législatif	Décision
	Voir aussi <a href="#">2007/0034(CNS)</a>
Base juridique	Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 218-p7; Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 218-p6a; Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 043-p2
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 159
Etape de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission parlementaire	PECH/9/01195

Portail de documentation					
Document annexé à la procédure		<a href="#">COM(2019)0375</a>	30/08/2019	EC	Résumé
Document annexé à la procédure		<a href="#">COM(2019)0376</a>	30/08/2019	EC	Résumé
Document préparatoire		<a href="#">COM(2019)0377</a>	30/08/2019	EC	Résumé
Document de base législatif		<a href="#">12199/2019</a>	15/10/2019	CSL	
Document annexé à la procédure		<a href="#">12202/2019</a>	15/10/2019	CSL	
Projet de rapport de la commission		<a href="#">PE643.145</a>	11/11/2019	EP	
Avis de la commission	<b>BUDG</b>	<a href="#">PE643.027</a>	26/11/2019	EP	
Avis de la commission	<b>DEVE</b>	<a href="#">PE644.723</a>	20/12/2019	EP	
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">A9-0001/2020</a>	23/01/2020	EP	
Texte adopté du Parlement, 1ère		<a href="#">T9-0138/2020</a>	17/06/2020	EP	Résumé

## Acte final

[Décision 2020/985](#)  
[JO L 222 10.07.2020, p. 0007](#)

# Accord de partenariat dans le secteur de la pêche UE/Sao Tomé-et-Principe 2019-2024. Protocole

OBJECTIF : signature, au nom de l'Union européenne, et application provisoire du protocole relatif à la mise en uvre de l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe et la Communauté européenne

ACTE PROPOSÉ : Décision du Conseil.

CONTEXTE : l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe et la Communauté européenne est entré en vigueur le 29 août 2011 et est tacitement reconduit depuis lors. Le dernier protocole à l'accord, entré en vigueur le 23 mai 2014, a expiré le 22 mai 2018.

Le 18 décembre 2017, le Conseil a autorisé la Commission à ouvrir des négociations avec la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe en vue de conclure un nouveau protocole relatif à la mise en uvre de l'accord. Ces négociations ont été menées à bonne fin et le protocole a été paraphé le 17 avril 2019.

Le nouveau protocole tient compte des résultats d'une évaluation du dernier protocole (2014-2018) et d'une évaluation prospective de l'opportunité de conclure un nouveau protocole. L'évaluation a conclu que le secteur de la pêche thonière de l'UE est fortement intéressé par la pêche à Sao Tomé-et-Principe et qu'un renouvellement du protocole contribuerait à renforcer le suivi, le contrôle et la surveillance et à améliorer la gouvernance des pêches dans la région.

CONTENU : la Commission propose que le Conseil décide d'autoriser, au nom de l'Union, la signature du protocole relatif à la mise en uvre de l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe et la Communauté européenne.

L'objectif du protocole est de permettre à l'Union et à Sao Tomé-et-Principe de collaborer plus étroitement afin de promouvoir une politique de pêche durable, l'exploitation responsable des ressources halieutiques dans les eaux de Sao Tomé-et-Principe et de soutenir les efforts de Sao Tomé-et-Principe visant à développer le secteur de la pêche.

Le protocole prévoit des possibilités de pêche dans les catégories suivantes: a) 28 thoniers senneurs congélateurs; b) 6 palangriers de surface.

La contrepartie financière annuelle de l'Union européenne s'élève à 840.000 EUR, sur la base:

- d'un tonnage de référence de 8.000 tonnes par an, pour lequel un montant lié à l'accès a été fixé à 400.000 EUR par an pour toute la durée du protocole ;

- d'un appui au développement de la politique sectorielle de la pêche de Sao Tomé-et-Principe pour un montant de 440.000 EUR par an pour toute la durée du protocole. Cet appui répond aux objectifs de la politique nationale en matière de gestion durable des ressources halieutiques continentales et maritimes de Sao Tomé-et-Principe pour toute la durée du protocole. Le montant annuel pour les crédits d'engagement et paiement est établi lors de la procédure budgétaire annuelle.

Le protocole couvre une période de cinq ans à compter de la date de son entrée en application provisoire, c'est-à-dire à partir de la date de sa signature.

# Accord de partenariat dans le secteur de la pêche UE/Sao Tomé-et-Principe 2019-2024. Protocole

OBJECTIF : répartir les possibilités de pêche au titre du protocole relatif à la mise en uvre de l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe et la Communauté européenne.

ACTE PROPOSÉ : Règlement du Conseil.

CONTEXTE : la présente procédure est initiée en parallèle aux procédures liées à la décision du Conseil relative à la signature, au nom de l'Union, du protocole à l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe et la Communauté européenne et ainsi qu'à la décision du Conseil relative à sa conclusion.

Un nouveau protocole a été paraphé le 17 avril 2019. Le protocole couvre une période de cinq ans à compter de la date de son entrée en application provisoire, c'est-à-dire à partir de la date de sa signature. Il prévoit les possibilités de pêche suivantes pour les navires de l'Union : a) 28 thoniers senneurs congélateurs ; b) 6 palangriers de surface. Il convient d'établir la clé de répartition de ces possibilités de pêche entre États membres.

CONTENU : le projet de règlement du Conseil prévoit que les possibilités de pêche établies en vertu du protocole relatif à la mise en uvre de l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe et la Communauté européenne seront réparties entre les États membres comme suit:

a) thoniers senneurs: Espagne: [16] navires ; France: [12] navires ;

b) palangriers de surface: Espagne: [5] navires Portugal: [1] navire.

Le protocole s'appliquera à titre provisoire à partir de la date de sa signature. Afin d'assurer le début rapide des activités de pêche des navires de l'Union, il convient que le règlement s'applique à partir de la même date.

## Accord de partenariat dans le secteur de la pêche UE/Sao Tomé-et-Principe 2019-2024. Protocole

---

**OBJECTIF** : conclure, au nom de l'Union européenne, le protocole relatif à la mise en œuvre de l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe et la Communauté européenne.

**ACTE PROPOSÉ** : Décision du Conseil.

**RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN**: le Conseil ne peut adopter l'acte que si le Parlement européen a approuvé celui-ci.

**CONTEXTE** : l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe et la Communauté européenne est entré en vigueur le 29 août 2011 et est tacitement reconduit depuis lors. Le dernier protocole à l'accord, entré en vigueur le 23 mai 2014, a expiré le 22 mai 2018.

L'évaluation du protocole actuel à l'accord de partenariat ainsi qu'une évaluation ex ante d'un éventuel renouvellement du protocole a conclu que le secteur de la pêche thonière de l'Union est fortement intéressé par la pêche à Sao Tomé-et-Principe et qu'un renouvellement du protocole contribuerait à renforcer le suivi, le contrôle et la surveillance et à améliorer la gouvernance des pêches dans la région.

La Commission a négocié avec le gouvernement de Sao Tomé-et-Principe la conclusion d'un nouveau protocole à l'accord. À l'issue de ces négociations, un nouveau protocole a été paraphé le 17 avril 2019. Le protocole couvre une période de cinq ans à compter de la date de son entrée en application provisoire, c'est-à-dire à partir de la date de sa signature.

La négociation d'un nouveau protocole à l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche avec Sao Tomé-et-Principe s'inscrit dans le cadre de l'action extérieure de l'Union envers les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), et tient compte en particulier des objectifs de l'Union en matière de respect des principes démocratiques et des droits de l'homme.

**CONTENU** : la Commission propose que le Conseil décide d'approuver, au nom de l'Union, le protocole relatif à la mise en œuvre de l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe et la Communauté européenne.

### Objectifs

L'objectif du protocole est de permettre à l'Union et à Sao Tomé-et-Principe de collaborer plus étroitement afin de promouvoir une politique de pêche durable, l'exploitation responsable des ressources halieutiques dans les eaux de Sao Tomé-et-Principe et de soutenir les efforts de Sao Tomé-et-Principe visant à développer le secteur de la pêche.

### Possibilités de pêche

En accord avec les priorités de la réforme de la politique de la pêche, le nouveau protocole offre des possibilités de pêche pour les navires de l'Union dans les eaux de Sao Tomé-et-Principe, sur la base des meilleurs avis scientifiques disponibles et dans le respect des recommandations de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA).

Le protocole prévoit des possibilités de pêche dans les catégories suivantes: a) 28 thoniers senneurs congélateurs; b) 6 palangriers de surface.

La contrepartie financière annuelle de l'Union européenne s'élève à 840.000 EUR, sur la base:

- d'un tonnage de référence de 8.000 tonnes par an, pour lequel un montant lié à l'accès a été fixé à 400.000 EUR par an pour toute la durée du protocole ;

- d'un appui au développement de la politique sectorielle de la pêche de Sao Tomé-et-Principe pour un montant de 440.000 EUR par an pour toute la durée du protocole. Cet appui répond aux objectifs de la politique nationale en matière de gestion durable des ressources halieutiques continentales et maritimes de Sao Tomé-et-Principe pour toute la durée du protocole. Le montant annuel pour les crédits d'engagement et paiement est établi lors de la procédure budgétaire annuelle.

La Commission sera habilitée à approuver, au nom de l'Union, les modifications au protocole à adopter par la commission mixte instituée à l'accord de partenariat.

## Accord de partenariat dans le secteur de la pêche UE/Sao Tomé-et-Principe 2019-2024. Protocole

---

Le Parlement européen a adopté par 589 voix pour, 51 contre et 48 abstentions, une résolution législative sur le projet de décision du Conseil relative à la conclusion du protocole relatif à la mise en œuvre de l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe et la Communauté européenne.

Suivant la recommandation de la commission de la pêche, le Parlement européen a donné son approbation à la conclusion du protocole.

L'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe et la Communauté européenne est entré en vigueur le 29 août 2011 et est tacitement reconduit depuis lors. Le dernier protocole à l'accord de pêche entre les deux parties, entré en vigueur le 23 mai 2014, a expiré le 22 mai 2018.

Le nouveau protocole :

- offre des possibilités de pêche pour les navires de l'Union dans les eaux de Sao Tomé-et-Principe, sur la base des meilleurs avis scientifiques disponibles et dans le respect des recommandations de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA);

- permettra également à l'Union européenne et Sao Tomé-et-Principe de collaborer plus étroitement afin de promouvoir l'exploitation responsable des ressources halieutiques dans les eaux de Sao Tomé-et-Principe et de soutenir les efforts de Sao Tomé-et-Principe visant à développer son secteur de la pêche, dans l'intérêt des deux parties.

Le protocole prévoit des possibilités de pêche dans les catégories suivantes: 28 thoniers senneurs congélateurs (16 pour l'Espagne et 12 pour la France) et 6 palangriers de surface (5 pour l'Espagne et une licence pour le Portugal).

La contrepartie financière annuelle de l'Union s'élève à 840.000 EUR, sur la base:

- d'un tonnage de référence de 8.000 tonnes par an, pour lequel un montant lié à l'accès a été fixé à 400.000 EUR par an pour la durée de validité du protocole et

- d'un appui au développement de la politique sectorielle de la pêche de Sao Tomé-et-Principe pour un montant de 440.000 EUR par an pour la durée de validité du protocole.